



# DÉCLARATION FO

## CSA Départemental du Tarn

8 avril 2026

Madame la Directrice Académique,

En préalable à cette déclaration liminaire, nous tenons à exprimer notre soulagement à l'annonce du retour en France de nos deux camarades Cécile Kohler et Jacques Paris qui ont été détenus plus de 3 ans dans les prisons iraniennes. Même réfugiés à l'ambassade, nous avons eu très peur pour leur vie lors des frappes de l'offensive d'Israël et des Etats-Unis et nous étions encore plus inquiets depuis que le président Trump avait promis "*d'éradiquer une civilisation entière*" si l'Iran n'acceptait pas son ultimatum et ne rouvrait pas le détroit d'Ormuz.

Pour FO, il est clair que de nouvelles étapes sont franchies et que nous n'en sommes plus à la marche à la Guerre mais bien à la généralisation de la Guerre à tous les niveaux dont l'école. Preuve en est la proposition de loi adoptée en première lecture le 26 mars 2026 à l'Assemblée Nationale visant à renforcer l'enseignement à la défense dans les collèges et les lycées. Cette proposition de loi entend instaurer un référentiel de compétences à acquérir par les élèves, pour garantir que « *l'enseignement à la défense et à la sécurité globale* » soit effectivement dispensé. 670 000 heures, 1000 équivalents temps plein. Des intervenants issus des réserves opérationnelles ou citoyennes dont la mission principale est de promouvoir le rôle des armées auprès de la population. Cette proposition, si elle venait à être appliquée, se ferait au détriment d'autres enseignements disciplinaires. Il est inacceptable de transformer l'école en un lieu de propagande. Il est tellement facile de modeler les jeunes esprits. N'oublions pas les précédents historiques avec les embrigadements de la jeunesse les conduisant à des sacrifices inutiles. Cette proposition de loi s'inscrit dans le contexte du réarmement engagé par le président Macron, justification toute trouvée à la guerre sociale qu'il mène en France : le budget de guerre fait exploser les dépenses militaires tandis que des milliards sont retirés des services publics. Le rapporteur assume d'ailleurs cette filiation : « *L'enseignement à la défense n'est rien d'autre que le pendant humain et moral des investissements budgétaires consentis en faveur des armées.* »

30 milliards d'euros, soit la moitié du budget de l'éducation nationale, c'est le coût du nouveau porte-avion et de tout l'arsenal de Macron. 8 milliards d'euros, c'est la commande de Lecornu pour de nouvelles munitions. Et nous payons tous les jours à la pompe cette guerre dans laquelle le Président Macron nous a engagé à la solde de Trump et Netanyahu.

Ce gouvernement rejeté dans les urnes balance sa propagande de baisse démographique pour supprimer des postes et alimenter le seul budget important : celui des armées, celui de la Guerre.

Et vous n'hésitez pas à vous faire le relai de cette propagande, voire à la mettre en application dans le Tarn ... C'est ainsi que notre département est celui qui compte le plus de classes défense au sein de l'Académie. C'est ainsi que nous apprenons que vous avez signé une convention notamment avec la délégation militaire départementale du Tarn et l'Institut des hautes études de défense nationale dans l'objectif de « développer chez les jeunes le sens de l'engagement, les valeurs de citoyenneté et l'esprit de défense, tout en renforçant le lien entre la Nation et ses Armées » et que l'on vous voit poser aux côtés de collégiens et de militaires...

Madame la Directrice Académique, au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant, nous vous demandons la suppression des classes défense dans le Tarn. Nous vous demandons l'abandon de tous les dispositifs et projets portant en eux la mobilisation de la jeunesse pour la guerre. Cette demande s'inscrit dans le cadre du courrier commun adressé au Ministre par la FNEC-FP-FO, la FSU, la CGT Educ'action et Sud Education qui lui demandent de retirer le guide « Acculturer les jeunes à la défense », et de mettre fin aux dispositifs comme les « classes défense », les rallyes citoyens, et tout projet reposant sur un partenariat entre École et Armée.

28 fermetures, record battu ! Et comme toute performance de haut niveau, ce saccage s'arme de datas fiables et inopposables comme le taux d'encadrement ou encore ces fameux Indices de Positionnement Social, l'un comme l'autre au service de la rentabilité de chaque ETP. Mais ces indicateurs statistiques sont un leurre. L'amélioration du taux d'encadrement masque les réalités du terrain : l'inclusion à marche forcée, avec la mascarade des 3 PAS et le non-remplacement. Quant à l'IPS, il est honteusement détourné de son usage originel puisque devenu outil à fermetures quand l'idée initiale était de s'en servir pour dénoncer les situations d'urgence.

Votre proposition de carte scolaire ne peut pas en rester à l'état. Elle est éloignée de la réalité que vivent vos équipes et leurs élèves. La réalité c'est pourtant celle à laquelle les collègues, AESH, parents, élus, syndicats ont essayé de vous ramener, et que vous avez refusés pour le moment de recevoir, pour vous parler de leurs conditions de travail difficiles, de l'absence de RASED, de l'absence d'AESH, de classes surchargées, de directeurs abandonnés avec des décharges qui disparaissent à la moindre occasion, de l'importance d'une école dans le milieu rural, de la place des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers dans des milieux très favorisés.

La baisse démographique n'est pas une fatalité, et n'a pas le même visage selon du côté où l'on se tient : pour vous, qui êtes au service de l'Education nationale, la réponse c'est de

fermer, d'économiser, de détruire ; pour nous, élèves, parents, enseignants ou élus c'est l'occasion pour améliorer l'École de la République dans un contexte national et international particulièrement délétère. D'autant plus que, dans le département, beaucoup d'écoles pointées en fermeture n'accusent pas une baisse d'effectifs, d'autres se maintiennent ou encore comptent un peu plus d'élèves que l'année précédente.

27 fermetures de classes, des non ouvertures comme à l'école élémentaire de Lisle sur Tarn ou sur Puylaurens et aucune création de postes de remplaçants. Concernant l'enseignement spécialisé, vous décidez de supprimer 0,25 poste via la fermeture d'un poste en ITEP et l'ouverture de seulement 0,75 en IME , alors que 110 élèves, selon le Rectorat, sont en attente dans le Tarn d'une place dans ce type d'établissement en plus des 172 élèves en attente d'une place en IME. Là aussi, vous vous situez dans le cadre de l'orientation gouvernementale de destruction de l'enseignement spécialisé, orientation qui ne repose que sur un objectif purement économique, puisque vous ouvrez 3 postes pour les Pôles d'Appui à la Scolarité. Ces PAS, c'est le contournement des notifications médicales prescrites par la MDA, c'est tendre vers l'objectif de - 6% d'AESH dans les départements de l'aveu de notre Ministre de l'Education Nationale au Sénat, c'est un management des personnels à la France Télécom ... La FNEC FP FO vous demande de renoncer à l'ouverture de ces 3 postes PAS pour ouvrir des postes classe ou de RASED, comme par exemple un poste de maître E sur le secteur de Gaillac que nous vous réclamons depuis 2 ans.

La situation nationale et internationale, les personnels, les parents et les élus l'ont bien comprise. Ils n'acceptent pas que de telles économies soient faites sur le dos de leurs élèves, sur le dos de leurs enfants. C'est pourquoi à l'annonce de votre projet de carte scolaire, tous se sont spontanément mobilisés. Ils se sont organisés pour écrire des courriers, décider d'initiatives pour faire entendre leurs arguments. Le 31 mars, ce sont **plus de 500 personnels et parents d'élèves qui étaient en grève et en mobilisation de la DSDEN à la préfecture du Tarn avec FO, FSU, CFDT, UNSA, SUD, CGT et la présence de la FCPE. C'est du jamais vu sur une carte scolaire.** Dans le Tarn, comme partout en France une vague de colère et de résistance énorme se lève pour exiger : « *Rendez-nous nos postes ! De l'argent pour l'école publique pas pour la Guerre !* » Ils se sont réunis ce we en visio pour s'organiser de façon plus collective.

**Ce qui traverse notre pays, notre gouvernement, notre société,** FO ne compte pas l'apaiser. Parce que notre réalité, Madame la Directrice : ce sont des enseignants et des AESH qui ne peuvent plus enseigner et accompagner, des directeurs qui explosent, des élèves qui ne sentent pas bien en classe et des parents qui ne comprennent pas ce qui se passe.

Madame la Directrice Académique, nous vous demandons, en cette instance, d'abandonner toutes les suppressions de postes, de faire pression auprès du Ministère afin que tous les postes nécessaires soient non seulement maintenus mais surtout créés à hauteur des besoins.

Et de revenir au service... au secours devrait-on dire, de l'Education nationale.